

CONFÉRENCE DE PRESSE DU CHEF DE L'ÉTAT

«Pour avoir menti aux institutions financières internationales, la Mauritanie risque de ne pas bénéficier de l'allégement de sa dette».

Fidèle à l'esprit de changement du 3 août 2005, le chef de l'État, M. Ely Ould Mohamed Vall, a créé la surprise en organisant le 7 octobre 2005, une conférence de presse, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Toutes les questions, même les plus dérangementes et les plus insolites, ont été posées, donnant au programme démocratique initié par le CMJD davantage de crédibilité. Synthèse de la rencontre.

Ce que j'ai à dire, intéresse essentiellement les Maurita-
niens». Cette déclaration, faite à pied levé à la presse nationale et aux correspondants des médias internationaux est claire : Ely Ould Mohamed Vall, l'homme fort du pays, veut s'entretenir avec le peuple mauritanien sur la situation réelle du pays, sans vernis et sans simagrées, tout en répondant aux questions qui taraudent l'opinion publique nationale et internationale. D'entrée de jeu, il délimite le champ d'action : "une confrontation d'idées, pas forcément des paroles divines, mais des idées capables de susciter le débat et de déboucher sur l'essentiel". En d'autres termes, rétablir la confiance rompue, par des décennies de régime autocratique, entre les tenants du pouvoir et le peuple, entre le gouvernement et les leaders d'opinion, entre la Mauritanie et le monde extérieur...dans un climat de donner et de recevoir" qui supplée les rapports de force, inhibiteurs de progrès et de développement.

S'en suit un survol de l'histoire politique de la Mauritanie, un pays dominé depuis 45 ans par un système monolithique marqué par le règne omnipotent de "l'homme éclairé" et du "faux dévot", sacralisé et déifié hors de toutes convenances. Un système de goulag qui fait tâche noire dans un environnement international, régional et sous-régional dominé par la démocratie, l'alternance politique et la fin des "fausses divinités".

Alors que la Mauritanie s'endort dans son cocon médiéval, anesthésiée par une classe dirigeante plus soucieuse d'orgies financières et d'hérésie politique, les pays limitrophes vivent leurs "années de lumière". Partout alentour, essaient des régimes stables où le pouvoir change de main au gré de la volonté des peuples, au Mali, au Sénégal, en Algérie...En Mauritanie, le peuple subit la folie d'un système bâti sur l'immortalité politique et qui ne s'en va que sous le bruit des canons ou des "révolutions de palais". Le pays constituait un foyer d'instabilité pour la sous-région, glissant lentement vers la Somalisation ou l'Ivoirisation. Un geyser qui menaçait d'exploser à la moindre incartade. Et survint le paisible changement du 3 août 2005, salué par l'ensemble des Mauritaniens mais condamné par la communauté internationale, soumise à la loi du mort kilométrique. Mais, au niveau africain, l'exemple mauritanien commence à faire jurisprudence, au point de remettre en cause la Convention de Lomé sur les coups d'État en Afrique.

Suite page 4

Le système

Ely Ould Mohamed Vall, dans un élan rédempteur, déclare avec l'esprit de celui qui veut tourner la page sans vengeance : "le problème, ce n'est pas un problème d'homme, mais de système". Un système ancré depuis plus de 20 ans et qui entendait transmettre le flambeau au dauphin ou à la descendante. Un système où les hommes en service sont soumis à la règle du "pêché collectif", unanimes et solidaires dans la dépravation politique et le sac des institutions publiques, sous l'aile protecteur de l'immunité politique. L'effet accumulateur des bourdes commises en 20 ans d'exercice solitaire du pouvoir, empêche ainsi l'alternance et le renouvellement de la classe politique. Il exclut les idées novatrices et tient le pays prisonnier d'une vision figée et stérile, avec pour seule logique, celle de la survie politique.

Un tel pouvoir ne peut gérer un pays dans la transparence et l'équité, car il n'a de compte à rendre à personne. Son éternité lui sert de socle. Ce genre de système ne peut déboucher que sur un coup d'État militaire ou une guerre civile, lesquels mal contrôlés, sont source d'implosion et d'instabilités. La possibilité d'une alternance politique constitue dès lors le seul remède aux séries de coup d'État qui ébranlent le pays depuis 1978.

Et les perspectives, qu'offre actuellement la Mauritanie, bien que difficiles, sont prometteuses, selon Ould Mohamed Vall, qui précise, "notamment à la lumière du nouveau cadre institutionnel mis en place par le CMJD et le Gouvernement". Le chef de l'État, annoncera dans la foulée, la fin, ce jour 8 octobre 2005, des travaux des trois comités interministériels chargés de la transition. Leurs rapports seront soumis le 12 octobre courant au Gouvernement, avant les consultations avec les partis politiques et la société civile.

Voyants rouges

Sur le plan économique, M. Ely Ould Mohamed Vall soulignera que la situation du pays est encore pire sur ce plan que dans le domaine socio-politique. "Le pays ressemblait à une grande épicerie remplies de boîtes périmées", comparait-il avec un humour retenu, avant de laisser au Premier ministre le

soin de fouiller davantage le sujet.

Prenant la parole, M. Sidi Mohamed Ould Boubaçar, a brossé brièvement le tableau de la situation économique du pays au lendemain du 3 août 2005.

Selon lui, le pays vivait une situation de déficit financier et de crise de confiance avec les institutions financières internationales. Au 30 juin 2005, le déficit budgétaire s'élevait à 33, 7 milliards d'ouguiyas, soit 7,6 % du PIB, avec un déficit prévisionnel au 31 décembre 2005 de 72,4 milliards d'UM (14,7 % du PIB). Des chiffres qui dépassent de loin ceux initialement prévus et convenus avec le FMI et qui en disent long sur le laisser-aller et la gabegie au niveau des dépenses publiques, et qui expliquent les malversations sur le plan macro-économique.

La situation des établissements publics, selon Ould Boubaçar, n'est pas plus reluisante. Elle est caractérisée par un lourd endettement et l'obsolescence des moyens de production, entre autres. À titre d'exemple, il cite la Société nationale d'électricité (Somelec) qui trafique une dette de 2, 6 milliards d'UM avec un matériel amorti dont le renouvellement n'est même pas prévu, la société des eaux (SNDE) avec une ardoise de 2,3 milliard d'UM et des moyens de production obsolètes. "Cette situation, fait qu'aujourd'hui, l'eau est vendue 30 fois plus chère dans les zones périphériques qu'à Teveragh-Zeina" souligne le Premier ministre. La situation des autres entreprises publiques, Air Mauritanie, Sonader, Sonimex (dette de 5 milliards d'UM) est également catastrophique, ajoute-t-il, en substance.

L'ensemble des départements, projets et sociétés relevant de l'État seront ainsi audités, mais seulement dans un esprit didactique et de redressement, loin de toute idée revancharde, indique le PM, qui déclare d'emblée que le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette désastreuse situation : projet de loi des finances rectificative, amélioration de la bonne gouvernance et lutte contre la corruption, interdiction des dépenses extra budgétaires et des dépenses hors appel à concurrence, transparence et justice fiscale...

La priorité pour l'équipe de transition, sur le plan international, est

La presse boycottée Ely

Durant le point de presse animé par le président du CMJD, chef de l'État, les journalistes de la presse dite "régulière" se sont abstenus, au terme d'un mot d'ordre fixé entre eux, de ne poser la moindre question ni de n'intervenir dans les débats. C'était là leur façon de protester contre la présence massive des "Pechmargas", ces journalistes qu'ils jugent être responsables de la clochardisation de leur profession, ceux-là qui font de la presse un fonds de commerce ambulants. Munis de simples récépissés octroyés avec le laxisme des autorités, ils ne disposent ni de local, ni adresse, ni de rédaction et ne paraissent pratiquement jamais.

Invités par le ministre de la Communication, au même titre que ceux qui oeuvrent concrètement pour le développement de la profession et son honneur, a été jugée comme une insulte cinglante à l'effort, à l'abnégation et au professionnalisme.

de restaurer le climat de confiance entre la Mauritanie et les bailleurs, Banque Mondiale et FMI notamment, un climat terni par les men songes de l'ancienne équipe et qui ont valu au pays la suppression de ses aides budgétaires, un mécanisme prévu par le système financier international pour compenser les déficits. Pire, à cause de ce mensonge sur ses indicateurs macro-économiques, la Mauritanie risque de ne pas bénéficier de l'annulation de la dette accordée par le G8 aux pays pauvres très endettés. D'un montant de 381 millions de dollars, ces créances constituent un goulot d'étranglement pour l'économie exsangue de la Mauritanie et leur annulation serait une véritable bouffée d'oxygène pour le pays.

Pour éponger ses dettes, la Mauritanie devra ainsi sacrifier les deux prochaines années de sa production pétrolière. Pourtant, le pays ne compte que sur ses mannes et sur son sous-sol pour fouetter la croissance économique et arrondir les angles érodés par deux décennies de pillage. Aujourd'hui que le vernis qui embellissait la façade socio-économique de la Mauritanie a disparu sous les averse du 3 août 2005, M. Ely Ould Mohamed Vall et son équipe prônent la transparence et l'action participative dans la gestion ultérieure des affaires du pays.

Questions-réponses

En bon démocrate et, soucieux d'aller jusqu'au bout, le chef de l'État, M. Ely Ould Mohamed Vall, s'est prêt pour la première fois pour un président mauritanien, aux feux nourris des questions posées par les journalistes.

Répondant à une question sur le terrorisme, M. Ely Ould Mohamed Vall soulignera que ce phénomène est nouveau dans l'entendement du

Mauritanien, tellement il heurte ses valeurs culturelles et religieuses. La Mauritanie ne sera jamais un foyer terroriste, martèle-t-il avant de poursuivre "toutes les dispositions seront prises pour lutter contre le terrorisme conformément aux accords et conventions pris dans ce cadre sur le plan international"

S'agissant des relations avec Israël, il a indiqué que la Mauritanie a toujours appuyé la cause palestinienne avec les moyens politiques qui s'imposaient en leur temps. Les réalités géopolitiques nouvelles dictent de nouvelles stratégies de lutte, la Mauritanie opte pour l'approche pacifique et le dialogue comme armes nouvelles dans la résolution du dossier proche-oriental.

Quant aux 21 islamistes non libérés aux termes de l'amnistie du 2 septembre dernier, M. Ely Ould Mohamed Vall fait remarquer qu'il s'agit de deux groupes, l'un formé à l'étranger et qui s'appretait à commettre des faits d'éclat et l'autre, constitué en une cellule proche de celles qui ont déjà perpétré des attentats en Mauritanie. Leur dossier, selon le chef de l'État, relève de la justice, la seule habileté à juger de la consistance ou non des charges retenues contre eux.

Abordant le sujet relatif aux islamistes et au parti "Hamed" non reconnu, Ould Mohamed Vall semble avoir définitivement fermé la possibilité aux islamistes d'avoir un parti politique en Mauritanie. L'Islam, dès lors religion de tous les Mauritanien, fondement de sa constitution et base de son corpus juridique, ne peut être, selon lui, l'apanage d'un groupe politique quelconque.